

– pourquoi croirions-nous que nous pouvons le faire en Haïti? Ou encore au Soudan? Ou en Somalie? Et qu'est-ce qui nous fait penser que nous pouvons trouver une culture plus lucrative que celle du pavot pour les agriculteurs de l'Afghanistan, même si nous avons trouvé moyen de les libérer des extorsions des chefs de guerre et des criminels organisés? Dans les circonstances, il n'est pas surprenant que certains esprits parmi les mieux intentionnés aient abandonné la partie et suggèrent de trouver des façons plus constructives d'utiliser les stupéfiants tirés du pavot. Non pas que cela ait des chances de fonctionner non plus.

*Problème 4 – Le modèle exige que nous fassions des choses qui vont à l'encontre de notre propre philosophie publique.* Il s'agit là d'un quatrième facteur inhibant et il découle de notre propre libéralisme. (Je m'empresse d'ajouter que j'emploie ce terme dans un sens générique et sans intention partisane. Nous pouvons vraisemblablement reconnaître que tous les partis politiques du Canada, même s'ils ont des priorités différentes, sont de manière générale issus de la même tradition libérale occidentale.) Comme nous le savons tous très bien, une partie de la résistance sur le terrain à l'ingénierie sociale que nous envisageons découle du fait que les populations locales – dans leur ensemble ou en grande partie – pensent différemment de nous. À l'âge adulte, c'est tout à fait humain de leur part de ne pas vouloir consentir les efforts intellectuels et psychologiques nécessaires pour changer de mentalité, sans parler du désagrément d'en assumer les conséquences pratiques. Le problème devient encore plus complexe lorsque les gens sont illettrés, mais il ne s'agit pas de la principale source de la difficulté. Celle-ci réside comme diraient les sociologues, dans la manière dont ils ont été socialisés – ce qui leur a été enseigné comme vrai par leurs parents, leurs chefs religieux, leurs instituteurs (s'ils en ont eus), leurs frères et sœurs, leurs conjoints et leurs pairs. Or, notre libéralisme – renforcé par notre prudence – nous interdit d'intervenir dans le programme d'études qu'ils offrent dans leurs écoles, et à plus forte raison dans les propos que tiennent leurs chefs religieux dans les lieux de culte. Il y a des cas où tant les écoles que les chefs religieux menacent notre propre sécurité (du moins le pensons-nous) en allant trop loin, et nous pouvons alors exhorter les autorités politiques locales à fermer les portes des établissements délinquants ou à incarcérer les prédicateurs fautifs. C'est toutefois l'exception et non la règle et, dans tous les cas, nous ne voulons ni ne pouvons faire le travail nous-mêmes. Aussi nous contentons-nous de construire ou de rénover les immeubles dans lesquels les écoles peuvent